

**RAPPORT N° 2024/ 1-18
du Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET :

MARCHE D'ETUDES DE MOBILITES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET BAOBAB

Le projet BAOBAB se définit à travers un concept d'infrastructures de type Bus à haut Niveau de Service (BHNS) visant à offrir à terme une offre de transport en commun, s'étendant de la zone de la Caserne Lambert à Saint-Denis jusqu'à Quartier Français à Sainte-Suzanne.

La CINOR désire disposer d'un marché pour la réalisation d'études de mobilité, globales ou au coup par coup, dans le cadre de l'élaboration du projet BAOBAB.

Le présent marché porte donc sur une : « MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DES ETUDES DE MOBILITE ».

Le présent marché est un accord-cadre qui s'exécutera sur une durée de 48 mois, pour partie à missions forfaitaires et pour partie à bons de commande, s'appuyant sur l'utilisation du modèle multimodal régional de déplacements afin de mener tous types d'études d'impact de projets urbains et de transports.

Les missions du titulaire présentent quatre objectifs majeurs :

- Identifier les grands équilibres des mobilités, les itinéraires de déplacements et reports modaux afférents à l'insertion du projet BAOBAB et de ses opérations connexes ;
- Dimensionner les effets du projet BAOBAB et de ses opérations connexes sur les conditions de circulation et de stationnement des différents territoires impactés ;
- Conforter le calcul de la demande voyageur des lignes de transport en commun utilisant l'infrastructure BAOBAB à court, moyen et long terme ;
- Proposer des principes de restructuration des réseaux de transport en commun visant une efficacité globale des mobilités au sein de la CINOR.

Plus généralement, cette mission vise à parfaire la connaissance de l'impact de la réalisation du projet BAOBAB sur tous les types de mobilités (transports en commun urbains et interurbains, voiture individuelle, cycliste, piétons).

Il s'agira alors d'identifier les actions nécessaires à mettre en œuvre en accompagnement du projet, relevant autant de la conception même du projet BAOBAB (configuration des carrefours, dimensionnement des pôles d'échanges, etc.) que d'actions dites connexes (restructuration des réseaux TC, organisation des mobilités douces, politique de stationnement, etc.).

Pour ce faire, une procédure de consultation en appel d'offres ouvert a été lancée en décembre 2023 avec une date limite de remise des offres fixée au 15 janvier 2024 à 12h00 en vue de conclure un marché sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire composé d'une partie à prix forfaitaire et d'une partie à bon de commandes.

Le montant de ce marché a été estimé à 455 000€ HT, dont une partie forfaitaire à 90 000 € HT et un total des missions à bons de commandes estimé à 365 000 HT (avec montant maximum de bons de commandes limité à 400 000 € HT)

A l'issue de la procédure de consultation, 8 candidatures ont été reçues :


- | | |
|--|---|
| 1. ROLAND RIBI & ASSOCIES - KAPXIO | 5. INGEROP Conseil et Ingénierie |
| 2. Groupe ELAN - TRAFALGARE | 6. SYSTRA France – TRANSITEC Ingénieurs
Conseils |
| 3. EGIS Villes & Transports - CITEC Ingénieurs
Conseils | 7. SETEC International |
| 4. ARCADIS ESG | 8. TRANSMOBILITE |

Accuse de réception en préfecture
9742402740119-20240215-BC2024-1-18-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

L'attribution du marché a été prononcée à l'issue de l'analyse des offres lors de la Commission d'Appel d'Offres du 14 février 2024, désignant le groupement ROLAND RIBI & ASSOCIES – KAPXIO comme attributaire pour une offre d'un montant de 379 225 € HT.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer et de m'autoriser à signer le marché.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



C.I.N.O.R.
* Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion *

**DECISION N° 2024/ 1-18
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET :

MARCHE D'ETUDES DE MOBILITES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET BAOBAB

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n°2024/1-18 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du marché d'études de mobilité dans le cadre de la mise en œuvre du projet BAOBAB

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer le marché d'études de mobilité dans le cadre de la mise en œuvre du projet BAOBAB, conformément à la décision d'attribution de la CAO du 14 Février 2024, désignant le groupement ROLAND RIBI & ASSOCIES-KAPXIO comme attributaire du marché sur la base d'une offre de 379 225 € HT (*Pour la partie à bons de commande, les prestations s'exécuteront dans la limite du montant maximum fixé à 400 000 euros HT*) ;

Nombre de votants : 14 Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **22 FEV 2024**

Le Président,
Maurice GIRONCEL

